

Document

L'économie de la Syrie encore trop dépendante de l'État

(<http://www.lefigaro.fr>)

Le 30 mars 2011.

INTERVIEW - Jean-Michel Saliba, économiste spécialiste du Moyen-Orient chez Bank of America Merrill Lynch, revient sur les racines économiques des troubles syriens.

La situation économique de la Syrie a-t-elle provoqué la révolte?

Jean-Michel Saliba - La Syrie se trouve dans la même situation que les autres pays de la région. Le chômage y est élevé (10,9%), en particulier chez les jeunes (19,1%) et la corruption y est très répandue. Il existe également un grand écart de richesses entre la partie rurale du pays et les villes, plus développées économiquement.

Une grande partie des problèmes économiques proviennent du fait que la Syrie a longtemps été un régime socialiste très centralisé. Malgré plusieurs réformes depuis 2000, l'État s'occupe encore de presque tout. Les usines ainsi gérées fonctionnent à perte et les prix sont subventionnés, comme ceux de l'essence et de l'alimentaire. Tout cela coûte beaucoup d'argent à l'État, surtout que l'afflux massif de réfugiés irakiens, en provoquant une hausse de la demande, accroît les dépenses publiques.

Les réformes annoncées par Damas sont-elles suffisantes?

Les mesures politiques annoncées ce mercredi après-midi par le président Bachar el-Assad semblent très vagues. Il ne s'est pas donné d'échéances pour modifier les lois d'urgence, par exemple. Il conserve toutes les cartes en main et ne s'est engagé à rien.

Reste qu'il a déjà promis des mesures pour calmer la rue, comme des hausses de salaires. Mais comme l'État est le principal employeur, cela risque de plomber le déficit, qui s'établit en 2010 à 5% du produit intérieur brut. De plus, nous attendons encore des mesures de libéralisation de l'économie, qui inciteraient les entreprises à embaucher et à investir.

La Syrie a-t-elle des marges de manœuvres pour financer ce type de mesures?

Oui, car elle est un petit producteur de pétrole et sa dette publique est faible (22,4% du PIB en 2010). Mais à moyen terme la situation pourrait se détériorer. Ses réserves de pétrole s'amenuisent et le pays pourrait, dans un avenir proche passer d'exportateur à importateur de pétrole, ce qui dégraderait sa position financière.

Quel serait l'impact régional d'un changement de régime en Syrie?

Sur le plan politique, un changement de régime entraînerait de grands bouleversements dans la région. Damas est l'allié de l'Iran et du Hezbollah au Liban. Si Bachar el-Assad cédait le pouvoir, les dissensions sectaires libanaises pourraient ressurgir. D'un point de vue strictement économique, cela pourrait, entre autres choses, affaiblir la croissance du pays du cèdre.